

XXVII^e BIENNALE DE LA LANGUE FRANÇAISE

PARIS 14-16 SEPTEMBRE 2017

LE MANUEL SCOLAIRE POUR L'AFRIQUE ET PAR L'AFRIQUE :

Le cas du Gabon

Nadia ORIGO

L'idée de travailler sur le sujet du **Manuel scolaire pour l'Afrique par l'Afrique** est née de **t**
rois constats

et/ou informations

:

1. D'abord **UN CHIFFRE ÉVOCATEUR** et peut-être **REVELATEUR : 4 MILLARDS de Fcfa** c'est la somme que le Gabon, pays d'Afrique centrale dépense chaque année en achat de manuels scolaires. Ce chiffre m'est révélé lors d'un échange avec un responsable pédagogique national alors que je tentais (nous tentions) de comprendre le processus d'entrée sur le marché du manuel scolaire au Gabon.

Je tiens à préciser que le Gabon n'est pas le seul pays où j'ai entrepris cette démarche, la même tentative a été faite en **Côte-d'Ivoire**. Mais à date les résultats sur cette entreprise sont moins porteuse que sur le Gabon, même s'il faut l'avouer les données et les informations récoltées sur le terrain au Gabon sont bien minces.

Peu d'informations chiffrées
, mais des **témoignages d'enseignants**
me permettront

d'amorcer ce propos que j'envisage de parfaire.

2. **La vétusté des livres au programme scolaire** : dans certains cas, ils datent des années 1975. C'est en visitant la bibliothèque de plusieurs établissements scolaires (vétuste pour la plupart lorsqu'elles ne sont pas devenues des débarras) que je me suis rendu compte que la majorité des livres feuilletés : sciences, lettres, histoire, géographie datent des années 70. Ce constat sera ensuite corroboré par les propos d'enseignants interrogés.

3. Enfin des propos attribués à Léopold Sédar Senghor, rapportés par le poète et écrivain sénégalais Hamidou Sall, qui disaient : « avant d'ouvrir l'enfant à d'autres souffles, il faut qu'il soit profondément enraciné dans sa culture ». Considérant que ce chantre de la négritude et grand défenseur de la langue française avait intégré que cet enracinement, passant par le véhicule des savoirs, se ferait aussi en langue française, par le moyen du livre qui est l'un des outils par excellence de la transmission des savoirs.

Empruntant la définition que l'UNESCO attribue au mot **culture** « *Dans son sens le plus large, la culture peut aujourd'hui être considérée comme l'ensemble des traits distinctifs, spirituels, matériels, intellectuels et affectifs, qui caractérisent une société ou un groupe social. Elle englobe, outre les arts, les lettres et les sciences, les modes de vie, les lois, les systèmes de valeurs, les traditions et les croyances.*

»

Comment cette culture au sens des arts, lettres et sciences est-elle transmise en milieu scolaire (en Afrique en générale) au Gabon en particulier ?

Les contenus pédagogiques véhiculent-ils des valeurs ou des *localismes* qui sont autant d'indicateurs que de repères ?

Le manuel pédagogique est-il un continuum de la transmission des savoirs locaux ou est-il en rupture ?

Quelles est la qualité et l'actualité des enseignements dispensés ?

Premièrement, revenons sur la question du budget alloué au manuel scolaire avec le cas du Gabon

I. La question du budget alloué au manuel scolaire : le cas du Gabon

Gardons en tête le chiffre de 4 milliards. Ce sont donc...

4 MILLIARDS de FCFA dépensés chaque année pour l'achat de manuels scolaires pour un effectif d'environ **400 000 élèves**¹ dans le système public allant du préprimaire au secondaire en passant par l'école primaire ce qui revient à une dépense d'environ 10 000 000 de FCFA soit environ 15 mille Euros par élève et par an. Le budget alloué à l'achat de manuels scolaires dans ce pays est donc plus que largement à l'avantage des élèves.

Pour ce budget-là, je tiens à préciser que le matériel pédagogique n'est pas inclus de même que les fournitures didactiques.

Comment est donc reparti le budget par filière ou par niveau d'étude ?

Toutefois, je tiens à préciser que le montant de 4 milliards peut sembler exorbitant, mais ce dernier n'est pas du tout farfelu. Il a été fortement corroboré par des informations communiquées par un nouveau fournisseur du Ministère de l'éducation nationale. Loin d'être le plus gros fournisseur, l'Etat lui a tout de même passé commande en 2015 pour 700 0000 millions de FCFA de manuels scolaires pour 4 classes du cycle secondaire dans une seule filière d'enseignement, en l'occurrence ici les mathématiques, pour les classes de 6^e, 5^e, 4^e et Terminale.

Je tiens aussi à préciser que manifestement ces 4 milliards ne semblent pas couvrir les besoins en manuels scolaires des élèves, d'autant plus que les parents achètent eux-mêmes chaque année des livres pour leurs enfants, car les bibliothèques scolaires sont inexistantes, vides, inadaptés ou insuffisamment provisionnés.

II. La «**vétusté**» des livres mis au programme scolaire

La question de la vétusté, bien que physique parce que plusieurs manuels sont délabrés, elle renvoie surtout à plusieurs observations :

-

Premièrement celle de **la pertinence des enseignements** (comment sont-ils dispensés ?),

-

Deuxièmement, celle du **contenu** (de quoi parlent-ils ?)

-

Et surtout troisièmement à leur **actualité** et/ou ancienneté (depuis quand sont-ils utilisés ?).

Pour aborder cette question, j'ai interrogé des enseignants gabonais du collège et du lycée, dans différentes disciplines.

Je vous livre ici les informations les plus pertinentes collectées suite à cette enquête.

L'exemple du Français

En matière d'enseignement de la langue française, les principaux griefs qui reviennent sont les suivants :

1. Les œuvres de fiction

Les livres au programme ne changent pas. Ce sont quasiment les mêmes depuis 1975. Un enseignant précise : « on a l'impression que rien ne s'est fait comme production littéraire en France ou en Afrique depuis les années 1990. Il n'y a qu'en littérature gabonaise où les œuvres commencent à changer mais leur nombre est insuffisant par rapport au reste de la littérature enseignée. »

Les œuvres étudiées proviennent de différents sites, ce que l'on entend par site ici ce sont les zones géographiques d'origine des auteurs. Il y a d'une part les œuvres de la littérature française et d'autre part les œuvres de la littérature africaine dont la littérature gabonaise.

Le problème ne relève pas des œuvres elles-mêmes, donc de leur contenu, mais c'est leur longévité dans le programme scolaire qui interpelle certains enseignants. Ces œuvres sont pour la majorité au programme scolaire depuis le milieu des années 70 début 80 (1975-1980). Cela donnerait donc l'impression qu'il n'y a pas de littérature française après les années 85, début 90. Car il n'y a pas un seul nouvel écrivain dans le programme. Les noms qui reviennent sont : Louis-Ferdinand Céline, Albert Camus, Jean Paul Sartre, Stendhal, Victor Hugo, Honoré de Balzac, Guy de Maupassant, Pierre-Augustin Caron de Beaumarchais, Voltaire, Molière... et les œuvres sont les mêmes. Balzac avec *Le père Goriot*, Maupassant avec *Conte de la Bécasse*, Beaumarchais avec *Le mariage de Figaro*, Voltaire avec *Zadig*, Molière avec *L'école des femmes*...

Rien de récent et ce, à tous les niveaux. Ce sont donc les mêmes œuvres avec les mêmes auteurs. Ainsi, l'élève qui n'est pas curieux de lecture ne va donc se limiter qu'à ces œuvres-là, qui pour l'essentiel sont des œuvres du siècle passé que l'on continue à étudier comme si elles étaient récentes.

Le même cas de figure se vit lorsqu'il s'agit des œuvres africaines ou dite négro-africaines. Là aussi ce sont les mêmes auteurs avec les mêmes classiques : Ferdinand Oyono : *Le vieux nègre et la médaille*
, Mariama Bâ :
Une si longue lettre
, Abdoulaye Sadjou :
Maïmouna
, Bernard B. Dadié :
le pagne noir
, Birago Diop :
les contes d'Amadou koumba,
Camara Laye :
L'enfant noir
et les autres...

On ne devrait donc pas s'étonner qu'un élève qui termine son lycée ne soit pas au fait d'une nouvelle littérature des écrivains de langue française, qu'il ne connaisse pas ces nouveaux auteurs Africains qui font bouger le monde de la littérature.

Toutefois, il faut noter qu'il y a un petit effort en matière de littérature gabonaise : tous les deux ans depuis maintenant 5 ans, on insère de nouveaux livres d'auteurs gabonais dans le programme scolaire. Et depuis deux ans on impose pour chaque niveau un livre gabonais. La liberté est tout de même laissée aux enseignants d'ajouter d'autres titres gabonais. Un bémol, la liste des titres mis au programme par l'IPN (Institut Pédagogique Nationale) n'est pas vulgarisée et connue de tous les enseignants du pays. Dans certaines provinces cette note (officielle) ne leur est pas parvenue. Seules les grandes villes : Libreville, Port-Gentil, Franceville... connaissent un début d'application. Il faut ajouter à cela le fait que certains livres proposés ne soient pas toujours disponibles.

Un autre problème se présente lorsqu'il s'agit de renouveau dans les programmes scolaires, certains enseignants ne veulent pas se départir de leurs mauvaises habitudes en modifiant leur fiche d'étude qu'ils utilisent depuis des années sur des œuvres qu'ils connaissent par cœur.

« Lorsque'on est enseignant depuis 30 ans et que l'on sert à ses élèves la même recette génération après génération, vous conviendrez avec moi qu'il s'agit là d'un manque d'implication de l'enseignant plutôt que d'une défaillance du curricula pédagogique. » Confie

un enseignant.

Après les œuvres de fiction, parlons des **manuels** à proprement dit.

2. Les manuels

Les derniers documents officiels de l'Institut pédagogique Nationale mis à disposition des enseignants ne mentionnent pas de manuels pédagogiques gabonais au programme. Les références sont les mêmes : les livres de français des éditeurs comme Hatier, Nathan, ICF, ... Un enseignant de français nous dira : « *Ce sont des documents faits à l'extérieur. Ils sont certes intéressants pour la culture générale, il n'y a rien de spécifiquement adapté à l'élève gabonais* . » Il rajoutera : « *Au Gabon, depuis 2002, il existe un nouveau sujet d'étude au second cycle : l'étude du texte argumentatif. Ce sujet n'existe plus en France, il n'y a donc pas de manuel spécifique. Il y a quelques tentatives locales, mais elles ne sont pas inscrites au programme. On peut donc affirmer que l'élève gabonais étudie au 3/4 des manuels qui sont faits par et pour d'autres types d'élèves francophones de façon générale ou Africains* ».

Cette affirmation, conforte donc deux choses : d'une part la vétusté des manuels et d'autre part l'inadaptabilité relative des programmes.

Le manuel, plus précisément le livre pédagogique pour l'Afrique et par l'Afrique est un livre qui d'une part répond aux défis pédagogiques des pays en l'occurrence ici le Gabon et d'autre part un livre qui soit conçu par les pratiquants locaux (les enseignants, les pédagogues), ceux qui sont au fait de ces défis.

En effet, le manuel scolaire est un outil pédagogique usuel pour les apprenants et les enseignants. Souvent ajusté au fil des réformes scolaires et des programmes académiques, il tient souvent compte des référentiels locaux de ceux qui en produisent les contenus. Pour le

cas du Gabon, la quasi-totalité des livres et manuels scolaires utilisés sont produits par la France, en France et pour la France d'abord. Ces manuels sont « déversés » dans les circuits académiques sans tenir compte des référentiels socio-culturels du pays. Par ailleurs, les apprenants s'identifient difficilement aux personnages des livres (les patronymes viennent d'ailleurs) et les exemples cités sont souvent loin de leur quotidien.

Comment y remédier ?

Une des solutions, c'est le livre / manuel scolaire écrit par des auteurs locaux, mieux outillés pour déceler et répondre aux besoins pédagogiques actuels.

Les 4 milliards dépensés chaque années pour des manuels dépassés et souvent inexistantes dans les bibliothèques pourraient servir à l'effort national d'élaboration de supports didactiques adaptés. Plus encore, à soutenir des travaux de recherche et d'écriture de pédagogues locaux.

Tout ceci pour dire que :

Le manuel scolaire pour l'Afrique et par L'Afrique est un enjeu majeur pour le renouvellement et l'appropriation efficiente des savoirs intellectuels.

[1](#)[□] Ce chiffre est une extrapolation des dernières données communiquées à l'UNESCO en 2011 dans un rapport intitulé : Données mondiales de l'éducation, 7^e édition 2010/2011. Les chiffres les plus récents dans la catégorie communiquée et exploitée ici datent de 2007.